

SARKOZY, ET APRÈS ?

## Les paradoxes de l'élection à venir

*Samy Johsua\**

EN FRANCE LES CHOSES SONT AINSI FAITES que le résultat d'une élection présidentielle est toujours révélateur. Cette élection entérine des mouvements profonds de la société, les accélère aussi, ou les contrecarre parfois. Elle donne le ton des années à venir. Il est inutile de se livrer à une prospective électorale, laquelle, comme d'habitude, aurait de grands risques d'être démentie dans les urnes. Mais on peut être certain que le résultat de 2012 ne dérogera pas aux mêmes données globales. Et pourtant, cette fois, jamais n'a été aussi forte la certitude que la nature du vainqueur ne changera pas grand-chose aux politiques mises en œuvre. Sur les grands choix qui se présentent pour le pays, bien malin celui qui trouvera des différences notables entre Sarkozy et Hollande. Mais on sent bien néanmoins combien la réélection du sortant sonnerait comme un signal désastreux quant aux rapports de forces profonds entre les classes.

C'est que cette élection survient dans une situation générale elle-même finalement bien paradoxale. La plus grande crise du capitalisme hors période de guerre depuis celle de 1929 ; des attaques brutales et répétées contre les acquis sociaux, jusqu'à une remise en cause peut-être d'ampleur historique dans peu de temps ; une crise de la zone euro et des institutions européennes qui en ébranle jusqu'aux fondements. Un rejet populaire de plus en plus visible de la financiarisation de l'économie, des politiques néolibérales d'une manière plus générale, voire du capitalisme lui-même, dans ses aspects antisociaux ou écologiques. Et néanmoins, malgré des résistances parfois remarquables (comme en Grèce ou dans l'État espagnol), l'incapacité à faire reculer concrètement ces politiques.

Nulle part en Europe, et pas plus en France, ne se dessine une alternative crédible, portée par des mobilisations de masse, ouvrant la voie à des gouvernements et des politiques réellement en rupture. En outre, malgré les coups reçus par le système, pas l'ombre de divergences réelles au sein des classes dominantes sur la nature des régimes économiques imposés dans les années 1980. Des débats, des inquiétudes, des polémiques quant aux mesures à prendre pour contenir la crise et en écarter les remugles ? Oui, bien sûr. Mais

\* Samy Johsua est membre du comité de rédaction de *ContreTemps*.

toujours, pour le moment, dans l'idée de revenir au plus vite à l'ordre des

## SARKOZY, ET APRÈS ?

choses considéré comme « normal », c'est-à-dire l'ordre néolibéral. Malgré ce qui s'entend ici ou là, le keynésianisme n'est toujours pas revenu en odeur de sainteté.

Le paradoxe s'accroît donc. Malgré des signes de plus en plus visibles d'épuisement du système capitaliste productiviste, il y a peu de gains pour les forces d'émancipation socialiste. La bataille contre le réchauffement climatique, laissée aux mains des puissants, est déjà perdue avec l'échec de la conférence de Durban. Merkel nous promet de son côté 10 ans au moins de politique d'austérité renforcée. En Europe, le chômage s'étend, comme la précarisation du salariat et les destructions programmées de services publics aussi fondamentaux que l'éducation ou la santé. En même temps, les aspects antidémocratiques de la construction européenne sont renforcés au-delà de la limite.

Les pires conséquences des analyses des anticapitalistes sont donc en passe de se voir confirmées. Mais sans que pour autant les forces de la rupture ne se manifestent au niveau qu'il faudrait. C'est un des traits majeurs à prendre en compte pour une perspective émancipatrice.

### De quelques éléments incontournables

Ceci renvoie à plusieurs éléments, probablement liés entre eux, et qu'il est difficile de hiérarchiser à cette étape.

Le premier, dont on tarde à mesurer l'impact, est le basculement du monde avec le rééquilibrage rapide des rapports de forces mondiaux entre les principales zones. Ce n'est pas un changement ou un déplacement conjoncturel. La part des pays du G7 dans le PIB mondial qui était de 56 % au début des années 1980 n'est que d'environ 40 % en 2010. Les prévisions indiquent que les courbes entre les ex-G7 et les BRICS (Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud) vont même se croiser dans la décennie actuelle. Et que, en termes de revenu moyen par habitant, cela pourrait être déjà le cas en 2030-2040...

Un des problèmes liés à cette donnée est que ces pays émergents apparaissent de ce fait à l'heure actuelle comme les principaux soutiens du capitalisme à l'échelle mondiale. Certes, cela ne vaut que dans la mesure où les choses suivent un cours sans accroc. Or, les pays émergents peuvent aussi connaître leur propre crise, en lien ou non avec la crise dont l'épicentre est aux États-Unis et en Europe. Par exemple, concernant la Chine, les spécialistes notent la montée de l'inflation et la crise immobilière. Surtout, sur le moyen terme, quels seront les effets de l'explosion numérique du salariat ? Ce nouveau prolétariat trouvera-t-il le chemin de son organisation, de la prise de conscience de ses intérêts propres, et, par là, celui d'un nouvel internationalisme ?

Le second élément d'analyse est l'impasse des perspectives de changement de société après la chute du Mur et les conditions qui y ont présidé. En conséquence a été profondément mis en question le type de société à bâtir, que ce soit quant à son fonctionnement économique, son rapport au développement

des forces productives et à la question écologique, ou encore aux modes de pouvoir populaire démocratique. On ne cesse de mesurer ce que le désastre stalinien continue à produire comme effets de rejet, de frein à l'idée même de révolution, et de limite aux horizons d'imagination d'un autre monde possible. Mais on ne saurait s'en tenir là. En effet, les peuples ont bien perçu qu'au-delà des effets délétères du stalinisme, l'effondrement de l'URSS pose la question du modèle même d'une société libérée, un modèle qu'il a fallu deux siècles pour élaborer et qui doit aujourd'hui être repensé.

Le troisième élément est lié à la mutation de la social-démocratie. Il ne s'agit pas seulement de l'abandon du thème de la lutte des classes ou de toute perspective de socialisme, mais de l'intégration dans un schéma commun néolibéral. Nous sommes très près du fonctionnement américain, avec deux grands partis que ne séparent plus que des nuances. Les masses n'ont plus vraiment le choix, leur révolte ne pouvant guère avoir de débouché électoral. C'est soit accepter le système tel qu'il est, soit s'engager dans une rupture fondamentale, laquelle apparaît malheureusement pour l'instant hors de portée. Jusqu'à quel point cette mutation de la social-démocratie est-elle la traduction de la résignation des masses ? Jusqu'à quel point au contraire crée-t-elle cette résignation ? Et quelles sont les relations entre ces deux possibilités ?

### **Et de quelques autres éléments plus immédiats**

À un niveau plus immédiat de moyen terme, indiquons trois autres considérants principaux.

Le premier est la spécificité de la crise européenne, dont nul ne peut prévoir à cette étape le déroulé. Elle est susceptible d'aboutir à un effondrement. Cette crise résulte fondamentalement de certaines faiblesses de ses positions dans la compétition mondiale. Même si l'Allemagne reste un des principaux pays exportateurs, elle est elle-même touchée par la contraction du marché mondial. Aussi, pour répondre à la concurrence internationale, les classes dominantes européennes veulent liquider ce qui reste du « modèle social européen ». D'où, en permanence, la « demande des marchés » au-delà les spéculations particulières. Autrement dit, les sommets de la classe dominante (les banquiers, les dirigeants de fonds de pensions, les dirigeants des multinationales) exigent l'augmentation du taux de plus-value, par la baisse de la part relative des salaires, la liquidation des mécanismes de sécurité sociale, l'augmentation du temps de travail. Ce sont d'ailleurs des choix qui ne se limitent pas à l'Europe. C'est tout le système fordiste qu'il s'agit d'éliminer : face à la crise, la réaction des bourgeoisies est universelle.

La crise européenne n'est que la forme actuelle de la grande crise capitaliste de 2008-2009. L'élection se fera sous l'épée de Damoclès de cette crise, ce qui n'était pas vraiment le cas, par exemple, en 2010, lorsque l'opinion publique pouvait avoir le sentiment que le pire était passé. La crise frappe à la porte, alors que jusque-là il était facile de penser que le problème était

## SARKOZY, ET APRÈS ?

limité aux pays du « Sud » de l'Europe. Il est à présent clair que l'austérité draconienne est à l'horizon, et qu'au mieux les coups les plus durs sont reportés aux lendemains électoraux. De ce fait, le trait dominant de l'élection est le contraste saisissant entre, d'une part, son enjeu (faire face à la crise la plus grave depuis 1929), et, d'autre part, l'extrême étroitesse des marges de manœuvre entre la soumission aux diktats des marchés et l'engagement dans une logique de rupture.

La crise est donc plus accentuée pour l'heure en Europe. D'où la brutalité des politiques d'austérité en vue de s'adapter au marché mondial des forces de travail mises en concurrence.

Ce n'est pas tout. La spécificité européenne tient aussi à son type de construction. L'alliance franco-allemande exprime la réalité économique, politique et institutionnelle de l'Europe à cette étape. Mais il lui manque l'outil traditionnel de négociation et d'imposition des compromis de classe et au sein même de la bourgeoisie. C'est-à-dire un véritable État. La situation actuelle montre une fois de plus l'incapacité historique des bourgeoisies européennes à unifier l'Europe. La dislocation est donc possible si les politiques d'austérité sont généralisées et prolongées sur plusieurs années. D'autant que, sur le plan politique, le caractère antidémocratique de l'Union européenne se double du développement de tendances autoritaires organiquement liées à l'intervention des marchés financiers. On ne peut pas davantage exclure des alliances des partis de la droite parlementaire (ou des secteurs de celle-ci) avec l'extrême droite.



Le second point est lié aux conditions très négatives résultant des rapports de forces fondamentaux entre les classes, sans que l'on sache si ces données, présentes depuis des décennies, sont appelées à durer encore longtemps ou si un basculement favorable peut s'opérer. Et ce avec d'un côté l'entrée dans une phase de durcissement supplémentaire des politiques capitalistes en Europe, et de l'autre la peur comme réaction première face à un sentiment de la fin d'un monde et à la menace du chômage. Dans ces conditions, étant donnée l'absence de réelle perspective politique à gauche, se trouvent favorisées des forces comme le Front national, avec son discours démagogique et de repli nationaliste.

Même si parfois on est proche d'explosions sociales majeures, comme en Grèce, pour l'instant domine essentiellement un effet de sidération, lequel donne un tableau passablement inquiétant. Certes, en contrepoint, la crise multiforme du capitalisme (dont ses dimensions économiques, sociales, écologiques) produit, en particulier dans toute la zone européenne et nord-américaine, des rejets de plus en plus visibles et qui ont tendance à se radicaliser. Il existe parallèlement des modifications de fond dans les pays arabes, même si leur dynamique n'est pas encore jouée. Les résistances et les dénonciations ont pris le relais des premières mobilisations altermondialistes des années 2000. Sous une forme et avec des contenus amplifiés socialement, durcis politiquement, étendus idéologiquement. Tant que le système capitaliste restera en crise profonde, on peut supposer que ceci ira en rebondissant et en s'élargissant.

Cependant, malgré ces évolutions très importantes, deux traits négatifs sont à noter. Le premier concerne la perspective globale, puisque nulle part ne surgit une réelle demande de masse d'une société socialiste. C'est-à-dire de la socialisation des grands moyens de production et d'échange, de la fin de la mise en valeur de la valeur comme moteur central, du contrôle populaire démocratique généralisé sur la nature de la production et sur ses modes, sur l'affectation des ressources, sur la distribution des richesses produites et sur leur nature. Réalité qui doit être mise en relation avec l'obscurcissement plus fondamental que nous vivons quant à la perspective anticapitaliste et socialiste. Le deuxième trait négatif est l'inexistence de constructions politiques inédites issues de ces nouvelles résistances, visant non seulement à contester le pouvoir en place, mais à le remplacer.

### **La crise européenne comme donnée structurante**

Ces conditions générales de long et moyen terme étant décrites, il en ressort au moins que la crise, sous son versant économique et/ou écologique, fournit désormais un substrat de longue durée pour poser les nouvelles questions auxquelles est confrontée une perspective d'émancipation anticapitaliste. En particulier en Europe, et spécialement en France. Il nous faut donc, pour les années à venir, nous y confronter avec de nouvelles responsabilités. La crise va séparer, et de plus en plus, celles et ceux qui s'attacheront à la gérer dans

## SARKOZY, ET APRÈS ?

le cadre du système (et donc à en faire payer le prix aux peuples) et celles et ceux qui, en s'y refusant, chercheront à bâtir une autre issue. Ceci dessine un espace à l'intérieur duquel il sera possible (et nécessaire) de se confronter aux défis nouveaux décrits dans les thèses précédentes. Dans ce cadre, les analyses en termes de « deux gauches », du refus des alliances gouvernementales et parlementaires sous direction de la social-démocratie libérale, vont prendre un caractère encore plus fondamental.

De plus, et en particulier en Europe, nous sommes face à une profonde crise démocratique, où ce qui n'était qu'une tendance apparaît maintenant de façon éclatante. Les agences de notation font tomber les États, les marchés chassent les gouvernements – Grèce, Italie, etc. – la technostructure européenne domine plus que jamais, les budgets nationaux seront sous le contrôle des fonctionnaires européens, la révision des traités européens est décidée à Bruxelles, etc.

En contrepoint, et en conséquence, cela se combine avec une importance encore plus grande donnée aux luttes en dehors des cadres institutionnels traditionnels. Ce qui ne dessine pas par soi-même une réponse crédible à la question des moyens à définir pour parvenir à bâtir un nouveau pouvoir (et pas seulement contester l'actuel et lui résister). Pour cela, il faudra que s'éclaircissent les questions de fond et de long terme. Néanmoins, cela indique dans quel cadre de lutte chercher et avec qui. Il faut s'engager en conséquence dans une lutte tenace pour le rejet des effets des crises capitalistes et contre ce qui les produit. Se placer donc dans le cadre d'une lutte opiniâtre pour des regroupements qui y contribuent, avec des dimensions sociales, écologiques, politiques, institutionnelles, en particulier à l'égard de l'Europe. Cela doit devenir un objectif central de moyen terme, à travers lequel se reconstituent des forces pour un nouveau développement d'une alternative anticapitaliste et écosocialiste, et le renouvellement de ses fondements.

En Europe, comme nous l'avons rappelé ci-dessus, la crise de la dette peut s'emballer dans des proportions inédites, jusqu'à remettre en cause la zone euro, voire l'euro lui-même. Si c'est le cas, les conditions de la constitution d'un espace populaire anticrise en seront bouleversées, mais sa nécessité encore renforcée. En attendant de juger des développements européens, il faut dans l'immédiat porter attention en particulier aux trois points suivants :

■ L'élaboration d'un plan de sortie de crise, à l'échelle nationale et européenne, multiforme, social et écologique. Entre la rupture socialiste et la situation actuelle, il y a un vaste espace (immense en réalité). C'est celui que la plupart des salariés espèrent voir remplir. Il faut une autre perspective de gouvernement, et il est relativement simple de dire ce qu'un gouvernement simplement au service des travailleurs devrait faire. En premier lieu, mettre au pas la finance, bâtir un grand secteur public, sauvegarder l'emploi. Sans rien céder au repli nationaliste, un tel gouvernement engagerait tout de suite cette politique déjà à l'échelle du pays en comptant sur la force d'entraînement.

Rien de plus simple à écrire, mais évidemment rien de plus difficile à obtenir. Seule l'entrée des masses sur ce terrain où se joue leur avenir pourra changer les choses.

■ La question démocratique doit être mise en avant, elle qui constitue un des ciments majeurs des soulèvements citoyens du type « Indignés ». Qui décide, des 1 % ou des 99 % ? Si on ne veut pas en rester au simple constat de l'évolution antidémocratique renforcée en Europe, il faut populariser la nécessité d'assemblées constituantes, que ce soit à l'échelle de l'Union européenne ou de chaque pays. Et, parallèlement, défendre des valeurs de fond dans ces processus s'ils voient le jour. Soit, sur le contenu, la nécessité d'une « Europe sociale », et sur la forme des assemblées avec droit de révocation référendaire, sans professionnalisation, avec des niveaux de revenus des élus ramenés au niveau des salaires moyens, etc.

■ Renvoyer ces tâches d'élaboration sociale, écologique, démocratique, non à un cénacle d'experts, mais aux forces, formalisées ou non, collectives ou individuelles, engagées dans la constitution d'un espace populaire anticrise. Et si possible, tout en respectant les rythmes, doter ce dernier de structures d'action unitaires de base.

### **À propos des conséquences possibles du résultat électoral**

De tels axes ne devraient en aucun cas dépendre du résultat de mai et juin 2012. Et pourtant ! Une victoire de Sarkozy donnerait le signal, à la France d'en haut comme à celle d'en bas, que décidément l'heure est à confirmer la violence de cinq ans de politiques antipopulaires et à accentuer celle-ci. Non que, comme on l'a dit ci-dessus, on doive s'attendre à beaucoup mieux avec Hollande. Sur ce point fondamental de la gestion de la crise, il annonce très clairement l'acceptation des contraintes générales du capitalisme financiarisé. Et donc des conséquences qui ne peuvent guère être différentes. L'espoir de contrebalancer celles-ci par des politiques de relance fera inévitablement long feu dans ces conditions.

De son côté Europe-Écologie-Les Verts, en actant d'ores et déjà un programme de gouvernement avec le Parti socialiste, enlève beaucoup du sens possible à la campagne présidentielle d'Eva Joly. On sait ainsi qu'il ne sera pas question en juin 2012 d'engager une sortie du nucléaire et que le cadre global des traités libéraux européens sera conservé.

Le Front de Gauche connaît lui d'autres types de limites. L'essentiel est qu'il n'exclut pas d'entrer dans une alliance avec le Parti socialiste à des conditions qui resteraient à préciser. Inutile de dire que si c'est le cas le sens du vote en sa faveur et en vue d'une réelle rupture serait détruit. Il est possible qu'il y renonce, et on peut l'espérer, le prix à payer s'annonçant très élevé

## SARKOZY, ET APRÈS ?

pour un tel choix. Surtout certains éléments rendent assez problématique sa possibilité de peser au-delà du niveau traditionnel de la gauche radicale. Ils tiennent à ce que nous avons développé précédemment.

Les contenus de rupture avec le néolibéralisme que comporte le programme du Front de gauche supposeraient pour gagner en crédibilité d'être en phase avec un état plus avancé de mobilisation populaire. Or, celle-ci au contraire est atone, et après une série d'échecs tout se passe comme si le peuple de gauche avait baissé largement son horizon d'exigence, pour se contenter de se débarrasser de Sarkozy et espérer que les conditions politiques, sociales et idéologiques seront améliorées une fois François Hollande élu président. Pour les candidats qui défendent une réelle alternative et pas seulement l'alternance, il est difficile de reconquérir sur le seul plan électoral le terrain perdu socialement.

Dans ces conditions, ce qu'on appelle improprement « le vote utile » (en effet l'utilité est une notion relative qui dépend des espoirs de changement, attestés ou pas par ailleurs) aura probablement un effet majeur. Surtout si en outre Marine Le Pen est annoncée en position haute dans les sondages. Mais qui sait à l'heure où ces lignes sont écrites si elle sera finalement présente ? Donc voici à nouveau le paradoxe. Rien de fondamentalement positif ne peut surgir de l'élection de mai prochain. Mais en revanche beaucoup de négatif, si la droite parvenait à emporter la mise.

### **Pour un bloc anticrise**

En France le résultat de 2012 jouera donc un rôle certain quant aux conditions du combat anticrise. Celles-ci en seront fortement déterminées. Si la droite conserve le pouvoir, on peut supposer que l'espace d'opposition à la politique drastique qu'elle mènera sera à la fois plus large et moins clair dans ses objectifs globaux. Probablement aussi les radicalisations antilibérales prendront-elles un caractère anti-institutionnel renforcé, résultat d'un nouvel échec électoral du Parti socialiste.

Si François Hollande l'emporte, en passant sur les quelques mois suivant sa victoire dont nul ne peut prédire les conditions précises, un espace populaire anticrise serait dans un premier temps plus difficile à dessiner. Mais il serait immédiatement la manifestation concrète des « deux gauches », à la fois sur le plan social et sur le plan politique. L'une au pouvoir, l'autre dans l'opposition. Sauf à laisser le champ à l'extrême droite, il faudra mettre en avant la nécessité cruciale d'une alternative unitaire, au cas où l'alternance sociale-libérale verrait le jour en 2012 avec une telle victoire de François Hollande. Une opposition unitaire rassemblant toutes les forces syndicales et associatives qui résisteront à cette politique, plus les forces politiques de gauche qui feront de même, sans exclusive à partir du moment où elles ne participeraient ni au gouvernement dirigé par le Parti socialiste ni à la majorité parlementaire qui le soutiendrait.



## SARKOZY, ET APRÈS ?

Dans tous les cas il faudra privilégier les regroupements dans l'action, concrétisés dans des structures de base dès que possible. Dans tous les cas aussi la perspective de dessiner un espace populaire anticrise suppose l'existence d'une dimension affirmée purement politique. Ou alors il serait d'emblée affaibli comme il l'est dans un pays comme les États-Unis, malgré la radicalité qui s'y manifeste. C'est pourquoi il faut des formes de débats, de confrontations et de regroupement entre les forces politiques appelées à s'opposer aux options social-libérales. Ceci comprend d'éventuels accords électoraux entre les forces d'opposition de gauche, sous des formes dépassant impérativement les seuls appareils existants, d'autant que les échéances électorales suivantes seront des élections municipales.

Les élections du printemps seront une étape dans la nouvelle phase qui s'est ouverte en Europe depuis l'éclatement de la crise des dettes souveraines, poursuite et approfondissement de celle de 2008. Une étape qui marquera profondément les conditions politiques et sociales des luttes populaires. Mais une étape seulement. En tout état de cause se préparer désormais à ce combat de longue durée est une responsabilité nouvelle et décisive pour la gauche anticapitaliste. Malgré ses difficultés actuelles, de ses choix dépend une part décisive de l'avenir possible en Europe. Une marche à ne pas rater, une fois de plus.

